

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?363-de-la-mes-education-a-la-paideia-4>



De la (més)éducation à la Paideia (4/4)

- Documents extérieurs - Autonomie individuelle : l'émancipation - Education - Paideia -



Date de mise en ligne : mercredi 7 avril 2010

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte de Takis Fotopoulos paru dans *The International Journal of Inclusive Democracy*, vol. 2, No.1 (September 2005) , version originale [ici](#) , traduction par nos soins.

4. L'éducation émancipatrice comme passage de l'éducation de la modernité à une Paideia démocratique

La dernière question cruciale se réfère à ce que Castoriadis appelle « l'énigme de la politique » à savoir comment dans une société hétéronome et une éducation hétéronome on peut créer des institutions autonomes et l'infrastructure de la paideia, ou ce que j'appellerais les conditions d'une éducation émancipatrice à savoir les conditions pour la transition de la meséducation moderne présente à une paideia démocratique. Cela impliquerait la rupture du processus de socialisation à grande échelle telle que les minorités d'activistes qui ont réussi à intérioriser les valeurs d'une société alternative démocratique serait rejoint par la majorité. Le problème a engagé par le passé la gauche radicale et est toujours, bien entendu non résolu. Je voudrais classer les parties prenantes essentielles sur ce point comme suit. Tout d'abord, il ya ceux qui en effet ne propose pas des stratégies de transition parce qu'ils croient que ce n'est qu'après un changement révolutionnaire dans la société qu'il serait possible d'introduire une paideia. Deuxièmement, il ya ceux qui proposent une transition par divers dispositifs de l'éducation libertaire et, enfin, il y a l'approche de la Démocratie Inclusive, qui propose de relier l'éducation émancipatrice à la stratégie de transition politique et la mise en place de l'émancipation des établissements d'enseignement en tant que partie intégrante des institutions politiques et économiques créés au cours de la transition.

La thèse de la « Paideia après la révolution »

La position classique de la gauche radicale en la matière a été de rejeter la possibilité d'une paideia dans le système actuel de l'économie de marché capitaliste et de la « démocratie » représentative. La situation est parfaitement résumée par Bakounine, mais est soulignée aussi par d'autres auteurs marxistes et anarchistes du passé et explicitement ou implicitement répétée par les radicaux contemporains comme Bookchin, Castoriadis et al. Ainsi, Bakounine fait un lien explicite entre l'avènement d'une éducation socialiste et la transformation socialiste de la société :

L'éducation publique, non pas fictive mais réelle, ne peut exister que dans une société véritablement égalitaire ... la morale socialiste est totalement contraire à la morale actuelle, les enseignants qui sont nécessairement plus ou moins dominés par cette dernière, agissent en présence d'élèves d'une manière tout à fait contraire à ce qu'ils prêchent. Par conséquent, l'éducation socialiste est impossible dans les écoles existantes ainsi que dans les familles d'aujourd'hui. Mais l'éducation intégrale est également impossible dans les conditions actuelles. Les bourgeois n'ont pas la moindre envie que leurs enfants doivent devenir des travailleurs, et les travailleurs sont privés des moyens nécessaires pour donner à leur progéniture une éducation scientifique ... Il est évident que cette importante question de l'enseignement et de l'éducation de la population dépend de la solution du problème beaucoup plus difficile de la réorganisation radicale des conditions économiques actuelles des masses laborieuses. Le même auteur donne peut-être la meilleure réponse à de nombreux anarchistes contemporains qui prônent différents régimes d'écoles libres et de contrats comme un moyen de créer les conditions d'une paideia « libertaire » : Si il était même possible de trouver dans l'environnement existant des écoles qui donneraient aux élèves un enseignement et une éducation aussi parfaits que nous pouvons l'imaginer, ces écoles réussiraient-elles à développer des hommes justes, libres et moraux ? Non, elles ne le feraient pas, car à la sortie de l'école les diplômés se trouveraient dans un environnement social régi par des principes tout à fait contraire, et puisque la société est toujours plus forte que les individus, elle viendrait bientôt à les dominer, et à les démoraliser. De même, Castoriadis, pour ne citer que l'un des écrivains contemporains radicaux qui ont explicitement abordé la question de la paideia, souligne que : Seule l'éducation (paideia) des citoyens en tant que citoyens peut donner de la valeur, du contenu de fond à l'« espace public ». Cette

paideia n'est pas principalement une question de livres et de crédits académiques. Tout d'abord, il s'agit de prendre conscience que la polis est aussi soi-même, et que son sort dépend aussi de l'esprit, du comportement et des décisions ; en d'autres termes, c'est la participation à la vie politique.

Comme la participation à la vie politique pour Castoriadis n'a rien à voir avec la « démocratie » représentative libérale d'aujourd'hui, qu'il appelle justement « oligarchie » libérale, il est évident que Castoriadis voit aussi comme non-réalisable la création d'institutions de la paideia sous le système présent. L'éducation libertaire comme une "stratégie" de transition. Ensuite, on peut se référer à diverses propositions, généralement par des partisans de la tendance individualiste au sein du mouvement anarchiste, les « anarchistes style de vie » et les partisans de « l'anarchie en action », qui adoptent différents régimes d'« éducation libertaire » dans le cadre existant de l'économie de marché et de la « démocratie » représentative. L'élément commun à toutes ces propositions est qu'elles ne sont pas proposées en tant que partie intégrante du programme d'un mouvement antisystémique. En fait, la plupart sinon la totalité de ces propositions, implicitement ou parfois explicitement, rejettent toute idée d'action au sein d'un mouvement politique pour renverser le système actuel et décrivent à la place différents régimes pour maximiser l'autonomie individuelle dans l'éducation, comme une sorte de changement de vie désiré plutôt que comme moyen de créer la conscience d'un changement systémique. Pas étonnant que ces propositions ne lient pas les modifications institutionnelles proposées au niveau « micro » de l'éducation avec les changements institutionnels requis au niveau « macro » social. En ce sens, on peut classer ces propositions dans ce que Murray Bookchin a justement appelé « l'anarchisme style de vie », qui pourrait facilement être considéré comme une sorte de réformisme libertaire, étant donné que la plupart sinon tous les changements proposés pourraient facilement être intégrés dans le système actuel - comme ils l'ont en fait été, chaque fois qu'ils sont mis en oeuvre.

Tel que Joel Spring, l'auteur de *A primer of Libertarian Education* et partisan de la tendance individualiste au sein du mouvement anarchiste, décrit le mouvement des écoles libres qui ont fleuri dans les années 1950 et 1960, il s'agissait d'une tentative d'établir un environnement propice à l'auto-développement dans un monde qui a été jugé trop structurée et rationalisée, avec des précurseurs (entre autres) du mouvement « terrain de jeu libre » dans les années 1940. Il a été vu « comme l'expression d'une préoccupation libertaire de remodeler le monde afin que les gens puissent le contrôler et l'utiliser pour leurs propres fins », ou même comme « une oasis hors du contrôle autoritaire et comme un moyen de transmettre les connaissances nécessaires pour être libre », avec l'objectif général de fournir un environnement libre et non structuré. Comme le souligne le même auteur, le libertaire Américain Paul Goodman était l'un des porte-parole important pour le mouvement des écoles libres, qui préconise la décentralisation des grands et lourds systèmes d'école et la création d'écoles à petite échelle. De toute évidence, la mise en place d'« écoles libres » n'ont rien à voir avec tout mouvement politique antisystémique ou stratégie de transition, mais simplement visent à fournir une sorte d'éducation libertaire (sans doute pour parents hippies des classes moyennes qui ne pouvaient s'offrir le luxe de payer les frais). On signale que la plupart des enfants qui ont participé à des « écoles libres » sont désormais passés des ex-hippies aux yuppies qui fleurissent dans la « nouvelle économie » néolibérale !

Ivan Illich dans la fin des années 1960 a été un peu plus loin et a rejeté le « mouvement de l'école libre » afin de promouvoir sa thèse de « déscolarisation ». Mais, Illich, autant que je sache, n'a jamais contesté le système même de l'économie de marché capitaliste et de la « démocratie » représentative qui sont les fondements du système actuel. Sa « révolution » était fondamentalement contre la bureaucratie et la technocratie avec un accent particulier sur la culture industrielle (comme le font aujourd'hui les deep écologistes) plutôt que contre le système lui-même. Il n'est donc pas surprenant qu'il voit la suppression du droit au secret d'entreprise comme « un objectif politique beaucoup plus radicale que la demande traditionnelle de la propriété ou du contrôle public des outils de production » et qu'il se prononce en faveur d'une « économie de subsistance » dont la faisabilité, comme il le souligne, « dépend principalement de la capacité d'une société de se mettre d'accord sur les restrictions fondamentales, auto-choisies, antibureaucratiques et anti-technocratiques ». La conclusion inévitable est que « l'économie de subsistance » et une « société déscolarisées » pourrait également se développer dans le système actuel tant que la culture appropriée a été créée ! Puis, dans les années 1970, le courant libertaire « anarchie en action » inspiré par Colin Ward fait des propositions similaires pour la maximisation de l'autonomie individuelle en ce qui concerne l'éducation, à travers un

système de coupons. Selon ce schéma, chaque citoyen à la naissance reçoit un compte réel ou fictif de bons ou de coupons (représentant sa part du budget de l'éducation nationale) qui donnent droit à tant d'unités d'enseignement qui peuvent être achetés en tout temps dans sa vie. Ward a fait valoir qu'un tel système permettrait aux libertaires d'exploiter le système existant dans le but de fournir de « véritables » solutions de rechange. Toutefois, un tel régime, en fait n'« exploite » pas le système actuel, mais pourrait plutôt être utilisé par celui-ci non seulement à marginaliser et à intégrer les écoles « alternatives » au sein d'un soi-disant « système d'éducation pluraliste », mais aussi à reproduire et renforcer les vastes inégalités que le système crée. Il est évident que ceux qui viennent de l'élite des groupes sociaux auront un avantage comparatif évident à l'école / collège et en fin de vie par rapport à ceux provenant de groupes sociaux non-privilegiés, en dépit du fait qu'ils ont participé aux mêmes institutions d'éducation -l'expérience de la social-démocratie est éclairante. Plus important encore est le fait que le système de chèques par lui-même ne fait rien du tout pour créer une conscience antisystémiques chez les élèves / étudiants, mais en fait, cultive la mythologie libéral / néo-libérale d'une véritable « liberté de choix » que le système du marché crée prétendument, qui, (avec l'approbation libertaire !) devrait ainsi s'étendre à l'éducation. Colin Ward lui-même a souligné que son système de coupons serait « un appel à ceux qui voudraient voir une véritable liberté de choix avec des conditions de concurrence égales entre les genres radicalement différente de l'apprentissage, et qui veulent voir l'éducation mieux répondre aux besoins exprimés par les étudiants ». Pas étonnant que même des néolibéraux et sociaux-libéraux aient proposé des systèmes de bons similaires dans la modernité néolibérale ! Le système de coupons est donc un autre régime pour maximiser l'autonomie individuelle, plutôt que sociale, ce qui pourrait facilement se retrouver avec une amélioration réformiste du système. Dans ce contexte, les récentes propositions de Matt Hern peuvent être considérées comme la « synthèse dialectique » des opinions exprimées par les partisans de « l'éducation libertaire comme une stratégie de transition », quelque chose qui, en fait, pour les raisons évoquées, ne constitue pas une stratégie, ni une transition pour une société libertaire.

La stratégie ID pour le passage à la Paideia

La stratégie ID pour le passage de la méséducation moderne présente à une paideia démocratique est une partie intégrante de la stratégie de transition ID à une démocratie inclusive, telle que décrite dans le Vol. 8, n ° 1 de D & N. En bref, la stratégie ID comprend la construction d'un mouvement politique programmatique de masse, comme le vieux mouvement socialiste, avec un objectif sans honte universaliste de changer la société ainsi que de véritables principes démocratiques, à commencer ici et maintenant. Par conséquent, un tel mouvement devrait explicitement viser à un changement systémique, ainsi qu'à un changement parallèle dans nos systèmes de valeurs. Cette stratégie entraînerait l'implication progressive d'un nombre croissant de personnes dans un nouveau genre de politique et le transfert parallèle de ressources économiques (travail, capital, terre) de l'économie de marché. Le but d'une telle stratégie devrait être de créer des changements dans le cadre institutionnel, ainsi que dans les systèmes de valeurs, qui, après une période de tension entre les nouvelles institutions et l'État, pourrait, à un certain stade, remplacer l'économie de marché, la « démocratie » représentative, et le paradigme social qui les « justifie », par respectivement une démocratie inclusive et un nouveau paradigme démocratique.

Le raisonnement derrière cette stratégie est que, comme le changement systémique exige une rupture avec le passé, qui étend à la fois le cadre institutionnel et le niveau culturel, une telle rupture n'est possible que par le développement d'une nouvelle organisation politique et un nouveau programme politique complet pour un changement systémique qui permettra de créer une conscience claire anti-systémique à une échelle massive. Ceci est en contraste avec la stratégie étatiste socialiste, qui se termine par la création d'une conscience claire anti-systémique que par rapport à une avant-garde, ou avec les activités liées au « style de vie » qui, si elles créent une conscience antisystémique chez tous, est limitée à quelques membres de diverses « groupuscules libertaires ». Toutefois, la création d'une nouvelle culture, qui doit devenir hégémonique avant la transition vers une démocratie inclusive ne soit effectuée, n'est possible que par la construction en parallèle de nouvelles institutions politiques et économiques à une échelle sociale significative. En d'autres termes, ce n'est que par l'action pour bâtir des institutions telles qu'un mouvement politique de masse, avec une conscience démocratique pourrait être construit. Une telle stratégie crée les conditions pour la transition, à la fois « subjectives », en termes d'aider au développement d'une nouvelle conscience démocratique, et « objectives », en termes de création des nouvelles

institutions qui formeront la base d'une démocratie inclusive. Dans le même temps, la mise en place de ces nouvelles institutions aidera de manière cruciale ici et maintenant les victimes de la concentration du pouvoir qui est associé avec le cadre institutionnel actuel, et en particulier les victimes de la mondialisation néolibérale, pour faire face aux problèmes créés par elle.

Par conséquent, l'objectif d'une stratégie ID est la création, par le bas, de « bases populaires du pouvoir politique et économique », qui est, l'établissement de démocraties locales inclusives, qui, à un stade ultérieur, donnera lieu à la Confédération en vue de créer les conditions pour l'établissement d'une nouvelle démocratie inclusive confédérale. Un élément crucial de la stratégie ID est que les institutions politiques et économiques de la démocratie inclusive commencent à être mises en place immédiatement après qu'un nombre important de personnes dans un domaine particulier ont formé une base pour « la démocratie en action » - de préférence, mais pas exclusivement à une échelle sociale significative, qui est la garantie de gagner les élections locales en vertu d'un programme ID. C'est parce que les démos sont l'unité fondamentale sociale et économique d'une société de l'avenir démocratique que nous devons commencer à partir du niveau local pour changer la société. Par conséquent, la participation aux élections locales est un élément important de la stratégie de gain de puissance, afin de le démanteler immédiatement après, par la substitution du rôle de la prise de décision des assemblées pour que les autorités locales, le lendemain que l'élection ait été gagnée. En outre, la participation aux élections locales donne la chance de commencer à changer la société par le bas, contre les approches étatiques qui visent à changer la société par le haut grâce à la conquête du pouvoir d'Etat, et contre l'approche « société civile » qui ne vise pas à un changement systémique du tout. Toutefois, l'objectif principal de l'action directe, ainsi que de la participation aux élections locales, n'est pas seulement la conquête du pouvoir, mais la rupture du processus de socialisation et par conséquent la création d'une majorité démocratique « par le bas », qui légitiment les nouvelles structures de la démocratie inclusive.

C'est au stade où le pouvoir a été gagné au niveau local à travers la participation à des élections locales que la transition vers une paideia démocratique peut commencer. La création d'institutions ID au niveau local implique non seulement le développement des institutions politique de la démocratie directe et les institutions culturelles contrôlée par des démos, mais aussi d'un secteur démotique, ce qui implique des unités de production qui sont détenues et contrôlées collectivement par les citoyens, ainsi que des institutions démotique du bien-être, de l'éducation et de la santé qui sont autogérées et contrôlées indirectement par les démos. Un nouveau système fiscal démotique (à savoir un système d'impôt directement contrôlée par les démos) servirait à financer : les programmes de demoticisation des ressources locales de production, offrant des possibilités d'emploi pour les citoyens locaux, les programmes de dépenses sociales qui couvriront les besoins de santé des citoyens qui comprennent les besoins d'éducation, divers arrangements institutionnels qui rendent la démocratie dans le ménage efficace (par exemple le paiement des travaux à la maison, pour le soin des enfants et des personnes âgées, etc). L'effet combiné des mesures ci-dessus sera de redistribuer le pouvoir économique au sein de la communauté, dans le sens d'une plus grande égalité dans la répartition des revenus et des richesses. Ceci, combiné avec l'introduction de procédures de planification démocratique, devrait fournir beaucoup de terrain pour la transition vers une véritable démocratie économique.

Dans ce système, les assemblées ont des pouvoirs importants dans la détermination de l'allocation des ressources dans le secteur démotique, à savoir, les entreprises démotique et le système de protection démotique. Dans un premier temps, les assemblées démotiques pourraient introduire un régime de bons à l'égard des services sociaux qui pourraient prendre la forme d'un régime démotique de crédit gratuit de carte dans le but de couvrir les besoins sociaux de tous les citoyens dans un système de protection sociale démotique, c'est à dire un système de protection contrôlée par les démos qui fournissent d'importants services sociaux (éducation, logement, etc) en local, ou régional, en coopération avec d'autres démoi dans la région. En ce qui concerne le contenu et la nature du processus de l'éducation ainsi que la forme que prendra les établissements d'enseignement, les propositions faites dans la dernière section à propos de la façon dont une paideia démocratique serait organisée pourraient fournir une ligne directrice sur la façon dont l'éducation émancipatrice pourrait être organisée et les objectifs qu'elle doit poursuivre. Les objectifs généraux de l'éducation émancipatrice seraient de rompre le processus de socialisation

dans une échelle sociale significative, de maximiser l'autonomie sociale et individuelle et de créer l'infrastructure d'une paideia démocratique.

Dans ce cas donc l'éducation est déjà contrôlée par les autorités locales, comme cela arrive encore dans certains pays, un programme pour l'établissement, des groupes d'éducation primaire, secondaire et tertiaire, tels que décrits ci-dessus, pourrait être mis en oeuvre immédiatement après que le pouvoir local ait été gagné. Dans ce cas, les citoyens devraient être crédités, par le régime démotique de carte de crédit gratuit, d'un certain montant à être déterminé par les assemblées démotiques par rapport aux ressources du « démos », qui pourrait être utilisées à n'importe quel âge pour couvrir leurs besoins éducatifs.

Dans le cas cependant où l'éducation est toujours contrôlé par l'Etat, un système complet d'éducation émancipatrice ne peut pas être mis en place jusqu'à ce que suffisamment de démoi ont été créés de sorte que la démocratie confédérale inclusive pourrait être établi. Cependant, même avant cela, les assemblées démotiques doivent se battre non seulement pour créer un système éducatif décentralisé, mais aussi pour créer des opportunités d'éducation alternative dans le système existant. Un système d'éducation demotisé pourrait mettre en oeuvre le programme national obligatoire d'une façon qui mettrait en cause le système nationale imposé d'éducation aussi bien en théorie (interprétation de manuels scolaires prescrits sur la base du paradigme social-démocrate et de ses valeurs, opposition du programme officiellement prescrit avec d'autres programmes de connaissances fondées sur des valeurs démocratiques, etc) et dans la pratique (création d'espaces publics d'enseignement pour exécuter ces institutions). La disposition d'établissements d'enseignement complémentaire promouvant l'alternative démocratique mondiale vue à travers par exemple un système d'exploitation de la télévision pour une « éducation ouverte » démotisée, la distribution gratuite de matériel d'éducation alternative (livres, vidéos etc) serait un élément important de l'éducation émancipatrice.

Toutefois, en dehors de la création de possibilités d'éducation alternative, qui serait complété par la mise à disposition gratuite d'une culture démocratique par un système de médias de masse demotisés, théâtres, cinémas, etc, le fait même que les citoyens, pour la première fois dans leur vie, soient en mesure d'avoir leur mot à dire dans la gestion de leur vie quotidienne, à travers les nouvelles institutions politiques et économiques en cours de création, serait le moyen le plus important de l'éducation émancipatrice vers une paideia démocratique et une démocratie inclusive .-